

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. La réception de données du service désigné par le Ministre chargé de l'assistance à la navigation sur les voies d'accès maritimes en dehors des zones portuaires, visé à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, du décret, qui ont été obtenues sans convention, peut être continuée sans convention pendant un délai de six mois à partir de la date du présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant les Ports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,
K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3968

[2007/202920]

6 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle, notamment ses articles 6, alinéa 2, et 12, §§ 2 et 3;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, rendu le 4 avril 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, rendu le 1^{er} février 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 novembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 2006;

Vu l'avis n° 43.171/2/V du Conseil d'Etat, rendu le 30 juillet 2007;

Sur proposition conjointe du Ministre-Président, du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine, du Ministre de la Formation et du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un service de conciliation est instauré au sein de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Chaque fois qu'une demande d'aménagement est faite dans le cadre de l'article 6 du décret, il y a lieu d'évaluer si cet aménagement est raisonnable.

§ 2. Est considérée comme un aménagement toute mesure concrète pouvant neutraliser l'impact limitatif d'un environnement non adapté sur la participation d'une personne handicapée. Pour ce faire, l'aménagement doit :

1° être efficace afin de permettre à la personne en situation de handicap de participer effectivement à une activité d'insertion professionnelle ou de formation;

2° permettre une participation égale de la personne en situation de handicap;

3° permettre une participation autonome de la personne en situation de handicap;

4° assurer la sécurité de la personne en situation de handicap.

§ 3. Le potentiel d'avantages directs et indirects qui découle de cet aménagement sera pris en compte lors de l'évaluation du caractère raisonnable de l'aménagement.

Une réalisation uniquement partielle au niveau de la participation égale ou autonome ne peut être un alibi pour la non réalisation de l'aménagement raisonnable.

Art. 3. Des aménagements raisonnables ne représentant pas une charge financière exagérée pour l'employeur ou dont les coûts en découlant sont suffisamment compensés par des mesures existantes, doivent se baser sur les critères suivants :

1° la capacité financière de l'entreprise et les possibilités organisationnelles de celle-ci en tenant compte de sa taille ou de son importance;

2° le coût financier de l'aménagement;

3° les mesures et interventions compensatoires des différentes institutions régionales et communautaires pour des aménagements de postes de travail à l'exclusion des interventions dans les salaires et charges de travail;

4° la période sur laquelle peut s'étaler le coût de l'aménagement raisonnable;

5° la fréquence et la durée prévues de l'utilisation de l'aménagement par la ou les personnes handicapées concernées;

6° l'impact de l'aménagement sur la qualité de vie du ou des utilisateurs effectifs ou potentiels handicapés;

7° l'impact de l'aménagement sur l'environnement et sur d'autres utilisateurs;

8° l'absence d'alternatives équivalentes;

9° la négligence de normes légalement obligatoires.

Le Gouvernement wallon peut préciser ces critères.

Art. 4. § 1^{er}. Pour réaliser l'évaluation des politiques menées par le Gouvernement wallon visant à favoriser l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle, telle que prévue à l'article 11, § 2, 2^o, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle, ci-après dénommé le décret, l'IWEPs s'appuiera notamment sur les rapports d'activité annuel et intermédiaires adressés au Gouvernement wallon par le Service de conciliation.

§ 2. Cette évaluation fera l'objet d'une diffusion publique après avoir été présentée au Gouvernement.

Art. 5. Le Gouvernement wallon transmet, pour le 30 septembre, au plus tard, de l'année suivant l'année de référence, un rapport sur l'exécution du décret. Ce rapport reprend :

1^o la synthèse des rapports d'activité de l'IWEPs et du service de conciliation;

2^o l'évaluation des politiques menées par le Gouvernement wallon pour favoriser l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle;

3^o la synthèse des propositions et avis du Conseil économique et social de la Région wallonne concernant les actions à entreprendre pour améliorer l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle;

4^o la synthèse des débats et des propositions résultant de la table ronde annuelle organisée par la Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, en collaboration avec l'IWEPs.

Art. 6. Le décret du 27 mai 2004 relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre de l'Emploi, le Ministre de la Formation et le Ministre de l'Égalité des Chances sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 septembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3968

[2007/202920]

6 SEPTEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 6, tweede lid, en 12, §§ 2 en 3;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst Beroepsopleiding en Tewerkstelling), gegeven op 4 april 2007;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 1 februari 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 november 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 november 2006;

Gelet op het advies nr. 43.171/2/V van de Raad van State, gegeven op 30 juli 2007;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister-Président, de Minister van Économie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium, de Minister van Vorming en de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een bemiddelingsdienst opgericht binnen het "Direction générale de l'Économie et de l'Emploi" (Directoraat-generaal Économie en Tewerkstelling) van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. § 1. Telkens als een aanvraag tot aanpassing overeenkomstig artikel 6 van het decreet wordt ingediend, dient er te worden nagegaan of de aanpassing redelijk is.

§ 2. Als aanpassing wordt beschouwd elke concrete maatregel tot neutralisering van de beperkende impact van een onaangepaste omgeving op de deelneming van een gehandicapte persoon.

Daartoe moet de aanpassing :

1^o efficiënt zijn om de gehandicapte persoon effectief te laten deelnemen aan een activiteit i.v.m. beroepsintegratie of vorming;

2^o een gelijkmatige deelneming van de gehandicapte persoon mogelijk maken;

3^o een autonome deelneming van de gehandicapte persoon mogelijk maken;

4^o de veiligheid van de gehandicapte persoon waarborgen.

§ 3. De mogelijke directe en indirecte voordelen die uit de aanpassing resulteren, worden in aanmerking genomen bij de beoordeling van het redelijke karakter van de aanpassing.

Een gedeeltelijke gelijkmatige of autonome deelneming mag geen voorwendsel zijn om niet tot de redelijke aanpassing over te gaan.

Art. 3. Redelijke aanpassingen die geen overdreven financiële last voor de werkgever met zich meebrengen of waarvan de kostprijs voldoende gecompenseerd wordt door bestaande maatregelen, berusten op de volgende criteria :

1° het financiële vermogen van de onderneming en haar organisationele mogelijkheden, rekening houdend met haar grootte of omvang;

2° de financiële kostprijs van de aanpassing;

3° de compensatiemaatregelen en -tegenoetkomingen van de verschillende gewest- en gemeenschapsinstellingen voor aanpassingen van arbeidsplaatsen, met uitsluiting van de tegemoetkomingen in de lonen en werklusten;

4° de periode waarover de kostprijs van de redelijke aanpassing zich kan uitstrekken;

5° de voorziene frequentie en duur van het gebruik van de aanpassing door betrokken gehandicapte persoon (personen);

6° de weerslag van de aanpassing op de levenskwaliteit van de effectieve of potentiële gehandicapte gebruiker(s);

7° de weerslag van de aanpassing op de omgeving en op andere gebruikers;

8° het gebrek aan gelijkwaardige alternatieven;

9° het niet in acht nemen van de bij wet opgelegde normen.

Deze criteria kunnen nader bepaald worden door de Waalse Regering.

Art. 4. § 1. Het "TWEPS" zal het beleid dat de Waalse Regering voert met het oog op de bevordering van de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding, zoals bedoeld in artikel 11, § 2, 2°, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding, hierna het decreet genoemd, beoordelen o.a. op grond van de jaarlijkse en tussentijdse activiteitenverslagen die de bemiddelingsdienst aan de Waalse Regering richt.

§ 2. Deze beoordeling wordt na overlegging aan de Regering bekendgemaakt.

Art. 5. De Waalse Regering maakt uiterlijk 30 september van het jaar na het referentiejaar een verslag m.b.t. de uitvoering van het decreet over.

Dat verslag bevat :

1° de synthese van de activiteitenverslagen van het "TWEPS" en van de bemiddelingsdienst;

2° de beoordeling van het beleid dat de Waalse Regering voert met het oog op de bevordering van de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding;

3° de synthese van de voorstellen en adviezen van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) m.b.t. de acties die gevoerd moeten worden om de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding te bevorderen;

4° de synthese van de debatten en voorstellen die voortvloeien uit de jaarlijkse ronde tafel georganiseerd door de "Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle" (Gewestelijke adviescommissie van het geïntegreerde stelsel inzake socioprofessionele integratie, in samenwerking met het "TWEPS").

Art. 6. Het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding treedt in werking op dezelfde datum als dit besluit.

Art. 7. De Minister van Tewerkstelling, de Minister van Vorming en de Minister van Gelijke Kansen zijn, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 6 september 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE



MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 3969

[2007/202919]

20 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999, 29 juin 2000, 11 janvier 2001 et 13 décembre 2001, le 26 juin 2002, 5 septembre 2002, le 3 juillet 2003, 12 février 2004, 22 avril 2004, le 29 septembre 2005 et le 21 juin 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2007;

Sur la proposition du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, émise le 12 juillet 2007;